

Fédérations syndicales des cheminots CGT - UNSA – SUD-Rail - CFDT

Jeudi 16 juin 2011, Manifestation Nationale des cheminots actifs et retraités à Paris Faire entendre la voix du Service Public!

La perspective du Rapport Grignon sur l'ouverture à la concurrence du TER, la situation alarmante de Fret SNCF, la baisse de la qualité de service rendu aux usagers, les suppressions massives d'emplois prévues au budget 2011 de la SNCF et la dégradation des conditions sociales des cheminots nécessitent leur intervention.

Le désengagement financier de l'Etat fragilise plus que jamais le système ferroviaire. La dégradation du réseau est une réalité. L'insuffisance des moyens alloués par l'Etat a même contraint plusieurs régions à engager des millions d'euros dans des « plans rail », alors que les infrastructures ferroviaires ne sont pas de leur responsabilité. Le montant de plus en plus élevé des péages versé par la SNCF à RFF pour faire circuler les trains empêche le développement de tous les trafics et sert à rembourser la dette de RFF.

Aujourd'hui le système ferroviaire est désorganisé avec une baisse de la qualité de service. Il faut revenir à l'unicité de la SNCF en abrogeant les dispositions législatives ayant créé RFF et la DCF et en requalifiant l'endettement du système ferroviaire en dette publique.

Contre la libéralisation!

Le rapport que le sénateur Francis Grignon (UMP) prévoit de remettre au gouvernement prochainement sur les modalités d'ouverture à la concurrence des trains régionaux (TER), préconisera d'ouvrir la voie à la libéralisation par l'arrivée d'opérateurs privés et le transfert des personnels. Guidés uniquement par la rentabilité financière, ce rapport tourne le dos aux besoins des populations et vise le Statut des agents. Cette vision idéologique constitue une impasse sociale et économique. La SNCF, entreprise unique de service public ferroviaire a démontré ses capacités à répondre aux besoins de transport des populations, avec des agents à statut. Malgré les fausses idées répandues par le gouvernement et la direction de la SNCF, rien n'impose la libéralisation du transport ferroviaire.

Pour le développement du Fret ferroviaire!

L'exemple de Fret SNCF est particulièrement éloquent sur les effets néfastes de l'ouverture à la concurrence. Depuis la libéralisation du transport ferroviaire de marchandises, la part modale de la route n'a cessé d'augmenter, et cela à l'opposé des orientations du « Grenelle de l'Environnement ». Maintenant la direction de la SNCF ferme le tri par gravité dans plusieurs triages pour affaiblir l'outil de travail indispensable pour le transport ferroviaire de marchandises. Aux dégâts économiques et écologiques s'ajoutent des conséquences sociales dramatiques avec la suppression massive et continue d'emplois à la SNCF avec des conditions sociales des cheminots tirées vers le bas.

Ainsi, et ce dans toutes ses activités, la SNCF a supprimé en moins de 10 ans plus de 22 000 emplois créant ainsi les conditions d'un affaiblissement de la qualité de service et une dégradation sans précédent des conditions de vie et de travail des cheminots.

Il y a urgence à stopper les suppressions d'emplois et à renouer avec une politique de recrutement des agents à statut permettant de répondre aux enjeux du transport ferroviaire public.

Pour les conditions sociales des cheminots!

A l'heure où le Gouvernement et la Direction SNCF ne cessent d'attaquer le régime spécial de retraite et de prévoyance des cheminots et d'abaisser le pouvoir d'achat des cheminots actifs et retraités, de nouveaux cadeaux fiscaux sont distribués aux grosses fortunes contre une cure d'austérité et de rigueur pour les fonctionnaires, les cheminots, les services publics. Les restructurations et réorganisations menées à la hussarde par la direction SNCF impactent l'ensemble des cheminots. Cette stratégie est accompagnée par de la productivité accrue, un management coercitif, de la mobilité forcée, ce qui amplifient la souffrance au travail dans l'ensemble des métiers.

A l'instar des mobilisations contre les réformes de retraites en 2007 et 2010 et celles engagées sur les questions des salaires, les cheminots sont légitimes à exiger la préservation et l'amélioration de leurs conditions sociales.

**Exigeons des décisions en faveur du Service Public SNCF et
l'ouverture de réelles négociations sur l'emploi et nos
conditions sociales.**

**A l'appel des Fédérations Syndicales CGT, UNSA,
SUD-Rail, CFDT, les cheminots doivent massivement se
mobiliser dans les rues de Paris le 16 juin 2011, rendez
vous place Léna à partir de 13 heures (métro : Léna).**